



UNE PROFONDE RÉORIENTATION POLITIQUE S'IMPOSE

Notre camp politique a subi une défaite sans appel aux élections européennes.

Pour la première fois sous l'histoire de la Ve République, le Front National est en tête d'une élection nationale, rassemblant un quart des suffrages exprimés, loin devant l'UMP, loin devant le Parti Socialiste. Pour la première fois sous la Ve République, la France est partagée entre la droite, la gauche et l'extrême-droite, à part quasi-égale.

Cette situation est d'une gravité extrême. Elle ne doit pas être minorée, ni par la gauche, ni par les socialistes, ni par l'exécutif.

Après la défaite des municipales, cette débâcle électorale est un nouveau coup de semonce. La sanction est claire et limpide, le message envoyé est sans équivoque.

Au niveau européen, quinze années de politiques néolibérales ont contribué à affaiblir l'Europe politique au profit du libre-échange et du diktat des marchés, loin des peuples, loin du progrès et de la justice sociale. Elles ont exacerbé les angoisses et les frustrations dont le FN a fait son terreau électoral le plus fertile. Le vote qui s'est exprimé hier n'est pas un "retour au patriotisme" comme le claironne le FN. Mais en étant le seul parti à porter un discours discordant sur l'Europe dont elle a fait son principal bouc-émissaire, le FN s'est imposé comme une force alternative là où la gauche a échoué.

Hier, ce n'est pas le FN qui a gagné les élections européennes, c'est la gauche qui n'a pas assez œuvré pour porter la voie vers une Europe politique, économique et sociale.

Au niveau national, la politique social-libérale menée par le gouvernement ne remporte pas l'adhésion des Français. L'exécutif doit comprendre qu'elle procède d'une majorité qui s'était prononcée le 6 mai 2012 pour les engagements socialistes en faveur de la justice sociale, du pouvoir d'achat, de la transition énergétique et de l'investissement ; contre la finance, contre l'austérité.

Ces engagements n'ont pas été respectés et les Français, amères, nous l'ont clairement exprimé.

Il nous faut vite nous ressaisir.

En Europe, François Hollande, tout comme les députés européens socialistes, doivent agir pour mettre fin aux politiques d'austérité, pour le retour des investissements et pour un budget européen à la hauteur des défis sociaux et économiques. En France, l'exécutif doit revenir à ses engagements en appliquant enfin la feuille de route qui a été la nôtre lors du discours du Bourget. Enfin, plus largement, la gauche doit œuvrer à son unité sans exclusive en entamant des discussions avec l'ensemble de la gauche sociale, citoyenne et politique. Elle doit répondre à la question centrale de la souveraineté populaire et ne pas laisser ce champ libre aux nationalistes.

L'abstention très importante ne peut servir ad vitam aeternam de prétexte pour ne pas voir la réalité en face. Les abstentionnistes ne constituent pas une armée de réserve fantôme de votes socialistes. Pour que ces abstentionnistes votent à nouveau pour notre camp, encore faut-il qu'ils se retrouvent et soient convaincus par notre projet. Ce n'est pas le cas aujourd'hui.

Il n'est plus temps de tergiverser ou de se cacher derrière des œillères. Nous ne pouvons expliquer notre défaite en nous dérobant derrière l'abstention ou une incompréhension de la

politique menée. Les Français ont compris ce que le gouvernement a entrepris. Ils ne sont tout simplement pas en accord avec cette politique.

Pour toutes ces raisons, continuer sur le même chemin, plus vite, plus fort, ne peut constituer une réponse tolérable : plus que jamais, une profonde réorientation politique à l'échelle européenne et nationale s'impose.

*Guillaume Balas,
Secrétaire Général Un Monde d'Avance*

Contact presse : Mila Jeudy - 06 77 52 63 98 – mila.jeudy@unmondedavance.eu